



N° 16 | 2025

Regards multiples sur des formes et des pratiques sociales de résistances face à l'« insécurité sociale »

Éditorial

Denis FLEURDORGE

Édition électronique :

URL : <https://rusca.numerev.com/articles/revue-16/577-editorial>

Date de publication : 01/12/2025

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : FLEURDORGE, D. (2025) Éditorial. *RUSCA. Revue de sciences humaines & sociales*, (16). <https://doi.org/10.34745/>

Ce numéro a pour objet de proposer un large panorama de ce que l'on pourrait qualifier de résistances face aux attaques faites aux « grands équilibres sociaux » et aux volontés, plus ou moins affirmées, de détruire le « pacte civil ». Lorsque Robert Castel fit paraître son ouvrage *L'Insécurité sociale*, le sous-titre permettait de ramener la question à l'essentiel : qu'est-ce qu'être protégé ? Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, dans un esprit collectif novateur et les préconisations du programme du Conseil National de la Résistance, tout fut mis en œuvre pour édifier une société où l'« État social » permettrait de reconnaître et de protéger chaque individu contre les incertitudes et les contingences de la vie : le chômage, l'accident du travail, la maladie, mais aussi la retraite, la maternité. L'État de droit se chargera de mettre en musique une telle partition ambitieuse. Aujourd'hui la belle harmonie sociale semble entrer dans des formes de désaccords et des discordances. En effet, depuis quelques décennies apparaissent les marques d'une érosion incessante qui commencent à faire apparaître des fragilités comme les nouvelles contraintes économiques (délocalisations, mutations, abandons, etc.), les nouveaux risques (individualisation et isolement au travail, détérioration des relations au travail), les désengagements collectifs (syndicaux, politiques), les demandes de reconnaissances et de protections illimitées (individualisme égoïste). Les différentes contributions qui vont suivre s'inscrivent dans des approches microsociologiques, mais surtout posent, *in fine*, que cette nouvelle « insécurité sociale », marque l'incapacité de l'État à répondre non seulement aux mutations mondiales, mais aussi aux conséquences, aussi bien individuelles que collectives, dans une aptitude fonctionnelle et morale à protéger l'ensemble des citoyens.